

Quel à-venir pour la formation des enseignants ?

Depuis quelques temps, l'éducation nationale est agitée par la question de la formation des enseignants et ce, plus particulièrement avec :

- la parution du rapport des Inspections générales remis en février 2003, sur leur demande, aux ministres L. Ferry et X. Darcos ;
- la diffusion suite à ce rapport de « 28 mesures » officieuses provenant « du ministère », datées du 9/03/03 et largement diffusées sous le titre « *Améliorer la formation professionnelle des professeurs* » ;
- la communication de L. Ferry au conseil des ministres du 9/04/03, intitulée : « *Améliorer la formation des enseignants* ».

Que retenir de ces événements ?

- Le rapport de l'I.G., suite à un travail d'investigation en particulier auprès de quatre académies, pose « *la question du maintien de l'IUFM dans sa configuration statutaire et fonctionnelle actuelle* » ; autrement dit, exit les IUFM en tant que tels... la formation et la validation des « maîtres » étant confiée aux universités et aux corps d'inspection sous la responsabilité des recteurs.

- Les « 28 propositions » sont basées sur le principe d'une formation progressive : « *Un enseignant doit d'abord bien maîtriser un domaine de connaissances (...) formation théorique solide, qu'il reçoit pour l'essentiel à l'Université. Il doit ensuite se familiariser progressivement avec la façon dont ces connaissances théoriques peuvent être transmises aux élèves, dans le cadre de programmes d'enseignement (...) Il doit enfin s'initier à la pratique de son futur métier : découvrir le cadre de l'école ou de l'établissement...* » Ce qui va à l'encontre des travaux, recherches et avancées selon lesquels une formation professionnelle efficiente repose sur l'alternance et la synergie entre théories et pratiques, sur l'implication des acteurs réflexifs (adultes en formation), comme c'est le cas dans nombre de pays européens.

- La communication du ministre, venant après un certain nombre de « remous », est moins « cassante » ; elle pose autant la question de la formation initiale dans les IUFM qui auraient peine « à trouver le bon

équilibre entre formation théorique et formation professionnelle », que de la formation continue qui « *a considérablement régressé depuis 1998* ». Elle donne des orientations allant dans le sens du rapport de l'I.G. et des « 28 propositions » et fixe la mise en œuvre « *du nouveau dispositif* » à la rentrée 2004... après discussion « *avec les différents partenaires concernés* ».

En contrepoint le CNE (Conseil national d'évaluation – instance indépendante) qui depuis 1996, a évalué 24 IUFM sur 32, a publié une étude transversale faisant le bilan critique du fonctionnement des IUFM, dix années après leur création : « *Du point de vue de la qualité générale de la formation, le bilan dressé par les employeurs (chefs d'établissements et inspecteurs) est largement positif. Cette appréciation va à l'encontre de l'opinion souvent émise par les professeurs stagiaires ou débutants de ne pas être suffisamment préparés à l'exercice de leur métier. L'analyse de ce paradoxe ne doit pas être simpliste. L'opinion positive des employeurs est trop générale pour ne pas être considérée comme fondée* ». Et le CNE fait nombre de propositions (partagées par les IUFM) pour améliorer la formation.

Certes la formation initiale « *pourrait mieux faire* » et les IUFM s'y emploient ; faut-il pour autant vouloir les supprimer ? Certes la formation continue doit être améliorée, mais alors pourquoi diminuer drastiquement ses moyens ?

A moins que ce ne soit la voie d'un libéralisme œuvrant pour une éducation qui ne serait plus nationale et populaire, ou plus simplement un retour à un passé nostalgique ?

Patrick Robo